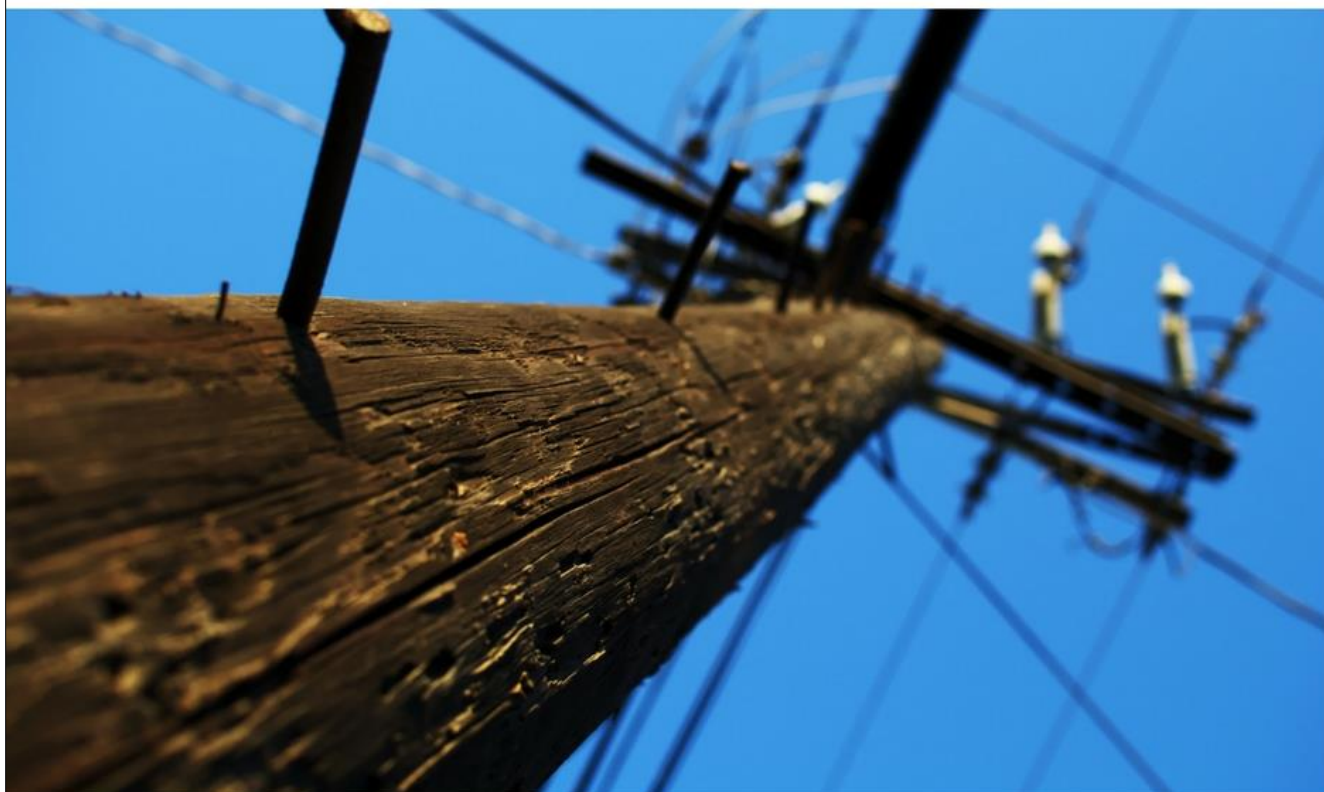




[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)

Bulletin de l'ISP sur la privatisation : 23 mai 2017

PPPs ARE NOT 'VALUE FOR MONEY'



PPPs consistently cost the public more than direct public provision, and the state inevitably picks up the bill for many failed projects. The procurement process encourages the private sector to make unrealistically low bids in order to win PPP contracts, with costs often increasing dramatically after deals are signed.



Un [rapport de recherche](#) de l'ISP consacré au financement des administrations locales et régionales « fournit un ensemble d'options, de recommandations et de mises en garde politiques et pratiques en vue d'aider les syndicats des municipalités et des ALR, ainsi que leurs membres, à formuler des propositions alternatives et progressistes **lorsque le financement privé, l'externalisation et les mesures d'austérité leur sont présentés comme étant la seule manière de financer les services publics locaux**, y compris dans le cadre de la mise en œuvre du Nouveau Plan Urbain. Il vise également à susciter un débat plus que nécessaire, auquel pourront contribuer l'ISP et les syndicats des municipalités et des ALR, grâce à leur expertise pointue dans le domaine. »

Les banques de développement constituent désormais un maillon essentiel dans cet effort de redynamisation des économies pauvres, mais leur façon de travailler est biaisée. Par conséquent, leur contribution fait plus de mal que de bien. Les gouvernements sont nombreux à les enjoindre à augmenter leur implication dans des domaines essentiels tels que les infrastructures durables, l'agriculture ou l'industrialisation.

Ces dernières années, quelques Banques publiques nationales de développement (BPD), en particulier des pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud), se sont imposées comme acteurs sur la scène internationale en intensifiant leur contribution au financement de projets dans d'autres pays en développement. Toutes ces BPD ne réussissent pas, et même quand elles réussissent, elles font courir le risque de conséquences négatives majeures sur le développement, parfois en raison de facteurs externes qui échappent à leur contrôle, mais le plus souvent parce que la conception et le fonctionnement de leur intervention sont biaisés. Un [nouveau rapport d'Eurodad](#) – publié cette semaine alors que le FMI et la Banque mondiale se réunissent pour leur congrès de printemps à Washington DC - montre que le manque d'efficacité est en partie dû aux diverses missions, aux rôles et aux stratégies opérationnelles des organisations elles-mêmes. Eurodad est convaincu que certaines BPD manquent à leur mission parce qu'elles ont perdu de vue ce qui était à l'origine de leur création.

La [Conférence Internationale 2017](#) d'Eurodad aura lieu du 20 au 22 juin à la Haye et rassemblera des décideurs majeurs de la société civile venant du monde entier, qui travaillent sur des sujets tels que la dette, l'équité fiscale, les aides, le financement privé, les institutions financières internationales (IFI) et la réforme monétaire mondiale. Ils débattront de **politiques alternatives favorisant un monde durable, de meilleures façons de financer le développement mondial et de renforcer la réglementation économique mondiale et la gouvernance.**

L'ISP et Eurodad organisent un [atelier sur les PPP le 20 juin de 10h00 à 13h00](#). L'année dernière, des ONG et des syndicats ont noué une fructueuse collaboration sur les PPP qui a débouché, entre autres choses, sur une [lettre commune appelant au boycott, envoyée à la Banque mondiale en février](#). Les ONG et syndicats en sont désormais à échanger leurs idées de potentielles campagnes et actions de défense à mener pour l'année qui vient et, si possible, à définir des actions communes pour renforcer encore cette collaboration et travailler à une campagne mondiale contre les PPP.

Les messages à retenir de cet atelier viendront aussi alimenter deux événements apparentés qui se dérouleront dans le cadre du programme de conférences : un atelier sur le financement privé vs. financement public des infrastructures, et une réunion stratégique sur le financement privé avec soutien public.

La ville de Port Colborne, en Ontario, [vient d'adopter une motion visant à mettre un terme à la privatisation des services publics](#). « Cette motion précise que, **puisque les sous-traitants privés ont besoin de dégager un bénéfice, ils facturent les produits et services plus cher que leur coût réel**. Ayant le profit comme priorité, ils sacrifient souvent la qualité des services afin de réduire les coûts. À l'inverse, les services assurés par un organisme public se caractérisent par la non recherche du profit. Ils réinvestissent les profits éventuels pour financer plus de services. »

Afrique & pays arabes

Afrique du sud : Le National Union of Mineworkers (NUM) [va organiser des manifestations massives](#) à travers le pays dans le but d'empêcher la privatisation d'Eskom par l'implication de producteurs d'énergie indépendants (IPP). « Le président du NUM, Thamsanqa Matosa, a déclaré que le Président Jacob Zuma avait été trompé sur les conséquences qu'allait avoir les IPP dans le secteur de l'exploitation minière, de l'énergie et de la construction. 'Nous allons nous engager dans des actions de masse en continu afin d'empêcher la perte massive d'emplois, les hausses du prix de l'électricité et l'éventuelle fermeture des moyens de subsistance des communautés minières' a indiqué Matosa. Le NUM

avance comme argument que les IPP, qui se portent garants d'une énergie verte, entraineront la fermeture de cinq centrales électriques, donc la perte de 10 000 emplois directs et 40 000 postes indirects dans le secteur.

Botswana : [La leader de l'opposition, Margaret Nnananyana Nasha, dénonce la privatisation désordonnée des services et biens publics](#). Le Dr. Nasha a indiqué que « la privatisation se faisait de façon arbitraire, en mettant de côté la politique de privatisation existante. La politique est très claire sur les étapes à franchir avant qu'une entité puisse être privatisée. Et ces étapes précisent clairement que les travailleurs et la nation doivent être consultés en premier, ce qui n'est pas le cas sous le régime actuel. (...) De nos jours, nous privatisons tout. Il est triste de voir que la Botswana Meat Commission (BMC), qui était la principale pourvoyeuse de devises étrangères dans le pays, est désormais en voie de privatisation. »

Ghana : [Le Public Utilities Workers Union \(PUWU\) a demandé au président d'entamer un dialogue au sujet de la privatisation](#). Son secrétaire général, Michael Adumatta Nyantakyi, a appelé le président à agir. « Le gouvernement actuel a certes lancé des consultations pour résoudre le problème, mais le Secrétaire général indique que son syndicat souhaite **participer à ces discussions pour que ses inquiétudes soient entendues comme il se doit**. 'Nous savons qu'une fois le comité MIDA constitué, le gouvernement ne restera pas les bras croisés en respectant cette concession. **Certaines discussions ont certainement lieu sans que nous soyons au courant, donc nous pensons qu'il est important que nous appelions le gouvernement à honorer sa parole et à initier ce processus.**' Il a ajouté qu'il était essentiel que l'avis d'acteurs majeurs soit pris en compte avant l'adoption de toute décision importante. »

Ouganda/Kenya : [Bridge International Academies](#), une entreprise privée commerciale, financée par des millionnaires américains et **qui essuie des critiques pour avoir encouragé la privatisation de l'éducation publique en Afrique** et ailleurs, riposte. « [Dans son intervention devant la commission spéciale du développement international de la Chambre des Communes, Shannon May](#) a indiqué qu'une bataille juridique était engagée sur l'avenir de l'activité de Bridge en Ouganda après une période de 'désinformation' et de 'confusion' qui a été 'clarifiée depuis'. En novembre, la Cour Suprême d'Ouganda a exigé que le ministre de l'éducation poursuive son plan de fermeture de 63 écoles Bridge dans le pays en raison d'inquiétudes liées aux normes et à l'octroi d'accréditations. » L'entreprise a [de nouveau saisi les tribunaux](#).

Moyen Orient : Le nouveau rapport fait par les universitaires américains respectés que sont les professeurs assistants Dr Francine Menashy et Dr Zeena Zakharia, de l'université de Boston dans le Massachusetts, intitulé [Investing in the crisis: Private participation in the education of Syrian refugees](#), interroge l'interrelation complexe entre conflit et participation du secteur privé, en partant d'une étude de cas de réfugiés syriens dans le domaine de l'éducation. Il pose des questions sérieuses au sujet du rôle croissant des entreprises et des tensions éthiques qui naissent entre les motivations humanitaires et lucratives en jeu dans cette crise. [[PDF du rapport intégral](#) à télécharger].

Asie-Pacifique

Australie : La campagne **Pas de profit sur les viols** a [donné l'impulsion pour sauver le Rape and Domestic Violence Service Australia \(RDVSA - service d'aide aux victimes de viol et de violence domestique\) d'une privatisation](#). Cette initiative est [soutenue par l'Association des Services Publics](#). « Cela signifie qu'au lieu de parler directement à un conseiller spécialiste de la question, les victimes de violence devront en premier lieu parler à quelqu'un d'un centre d'appel géré par Medibank Health Solutions (MHS). Or le MHS vient d'annoncer qu'il allait maintenant lancer un appel d'offre pour externaliser ce service de conseil ! Les victimes de viol et de violence domestique ont besoin d'un conseiller qui soit spécialisé et non d'un centre d'appel géré pour dégager des profits, qui aura remporté l'appel d'offre au prix le plus bas. »

Australie : Les critiques dénoncent [le plan du gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud \(NGS\) qui consiste à privatiser entièrement les transports publics](#). « Andrew Constance, ministre des transport de NGS, a expliqué aux media la vision qu'avait le gouvernement d'un réseau public de transports entièrement privatisé. » M. Constance a dit à l'AFR que « **d'ici 10 à 15 ans, le gouvernement n'aurait plus la charge des services de transport.** »

Australie : La proposition qui vise à vendre le bureau d'enregistrement des titres fonciers en NGS a fait naître la controverse. Le *Sydney Morning Herald* a écrit, "[Pour privatiser un bien d'une telle importance et d'une telle envergure, il ne faut pas seulement un dossier d'une solidité à toute épreuve, mais aussi une procédure irréprochable, d'une grande transparence.](#) L'impression donnée est plutôt qu'une certaine précipitation injustifiée a présidé à la transaction. Le gouvernement **a refusé de publier l'étude préliminaire, finalisée en 2015, qui comportait l'analyse de cas et de rentabilité du projet.** Il pourrait annoncer dès cette semaine lequel des quatre candidats a remporté le droit d'exploiter le LPI pour les 35 prochaines années. Lorsque cela arrivera, le public n'en saura pas davantage sur la valeur réelle du bien vendu pour leur compte, ni sur le fait que la somme ainsi récoltée, réservée à la restauration de l'ANZ Stadium et à la reconstruction du Parramatta Stadium, justifiait cette vente. Il semble pourtant acquis qu'un bureau d'enregistrement des titres fonciers qui fonctionne bien est plus utile aux citoyens que deux terrains de football. » [\[Vidéo\]](#)

Australie : Un résident de Stonnington indique que [la privatisation de la collecte des déchets](#) a provoqué une détérioration de l'environnement et fait apparaître un nombre « illimité » de camions dont les « freins pneumatiques sont stridents et les bips vous vrillent les oreilles. » Il a précisé qu'il « **était temps d'examiner les effets environnementaux et sociaux de la privatisation de la collecte des déchets.** » [*Stonnington Leader*, 4 avril 2017]

Australie : La [privatisation de l'accès du personnel et des visiteurs des hôpitaux publics oblige les personnels infirmiers, les équipes et les visiteurs de l'hôpital à payer des frais de parking exorbitants.](#) Beth Mohle, secrétaire du syndicat des infirmières du Queensland (QNU) a déclaré : « la tension était montée d'un cran chez le personnel infirmier mais le contrat signé avec l'ancien gouvernement LNP de Newman était solidement ficelé. » « Nos membres ont fait campagne l'année dernière contre ces coûts » a-t-elle dit. Elle a précisé que le coût d'un parking sécurisé était un véritable problème dans tout l'état et constituait un obstacle pour les gens, que ce soit pour se faire soigner ou rendre visite à leurs proches. « Il s'agit d'un problème récurrent » a-t-elle indiqué. « Le QNU est en faveur d'un parking sécurisé mais pas d'une escroquerie destinée à accumuler les profits. Ces entreprises doivent dégager des bénéfices pour leurs actionnaires et c'est leur priorité. Nous voulons un modèle différent. »

Inde : [Un mouvement de grèves de médecins a balayé l'Inde pour dénoncer les violences dont ils sont victimes.](#) Il a commencé à Maharashtra et touche maintenant Delhi et d'autres régions. L'un des médecins [a établi un lien entre ces grèves et la privatisation.](#) « La violence est sous-jacente dans divers domaines de la vie courante, **mais les attaques dirigées contre les médecins doivent être replacées aussi dans le contexte de la privatisation passive du système de santé publique. Pendant 60 ans, nous avons considéré la santé comme un service à vendre et à acheter.** La loyauté des hôpitaux privés va aux actionnaires, pas aux patients. Tandis que les patients sont considérés comme des consommateurs. Les patients se sentent également **floués lorsqu'ils doivent se rendre dans un hôpital public pour y être soignés.** Au moment où ils pénètrent dans un hôpital public et doivent faire face à l'apathie du personnel, ils se sentent abandonnés par le système. »

Inde : La privatisation a dégradé la santé financière de l'administration municipale de Nagpur (NMC), [affectant les services publics.](#) Vedprakash Arya, l'ancien directeur « accuse la privatisation des services civiques d'être responsable du mauvais état financier de la NMC. Selon lui, la **NMC dirigée par le BJP a encouragé la privatisation de nombreuses missions importantes.** Prenant l'alimentation en eau comme exemple, il a indiqué que la **privatisation n'avait pas permis d'améliorer le service mais avait fait perdre plus de 100 crores par an.** M. Arya a soumis un memorandum au conseiller municipal et l'a exhorté à augmenter les recettes municipales. »

Inde : Les membres syndiqués du service de gestion des déchets solides de la Brihanmumbai Municipal Corporation du Municipal Majdoor Sanghatna s'allient pour protester en masse au siège de l'entreprise contre « [le non paiement des sommes dues, la privatisation et les bas salaires,](#) entre autres problèmes. Les salariés de l'hôpital Shatabdi se sont joints au mouvement. « **Les travailleurs pensent que la privatisation leur vole leurs emplois et conduit à une exploitation des bas salaires.** »

Inde : Le gouvernement a essayé de faire avorter [un mouvement de grève national prévu pour le 19 avril,](#) destiné à protester contre la restructuration du système administratif portuaire du pays. Les syndicats redoutent que le programme de réforme **engendre une privatisation graduelle des activités portuaires, donc à terme une suppression d'emplois et une perte de sécurité sociale pour les travailleurs.** « Le projet de loi actuel se fait au détriment de la souveraineté nationale, des

intérêts des ports et de leurs travailleurs » ont indiqué les syndicats dans un communiqué commun. « La grève illimitée est organisée contre la décision arbitraire et unilatérale du gouvernement d'ignorer les suggestions et points de vue des syndicats et fédérations exprimés au sujet du projet de loi, qui aurait un impact négatif sur les travailleurs des principaux ports et même la survie des ports eux-mêmes. »

Japon : La ville d'Osaka s'apprête à privatiser l'exploitation de son métro en avril 2018. « La nouvelle compagnie de métro sera la propriété exclusive de la ville pour un avenir prévisible. La ville restera donc responsable de son exploitation. La privatisation fait naître des problématiques telles que le paiement des allocations de retraite et le refinancement de la dette de l'entreprise, ce qui affectera la situation financière de la ville à un niveau gérable, selon l'avis de [Standard & Poor's]. » [Communiqué de presse de Standard & Poor's du 29 mars 2017]

Thaïlande : La Metropolitan Electricity Authority of Thailand (MEA) [envisage un plan de privatisation de certaines de ses unités](#). « Better Care MEA est un service au sein du MEA mais qui est considéré comme formant une société privée puisqu'il gère **plus de 20 projets provenant de plusieurs organisations privées et publiques** et que la demande envers ses prestations augmente de façon importante. Le plan qui prévoit son externalisation doit en premier lieu être approuvé par le Ministre de l'Intérieur. »

Vietnam : Le programme de « Partage de savoirs », facilité par la république de Corée, **encourage la privatisation des services publics**. « Dans le deuxième axe de recherche, la Corée a mis en avant des critères et des modèles de privatisation qu'elles considère comme convenant au Vietnam, en particulier pour des services tels que [la santé, l'enseignement supérieur et la recherche et le développement](#).”

Ameriques

Brésil : Le [comité exécutif de l'ISP a exprimé son soutien plein et entier](#) à la grève générale à laquelle ont appelé les syndicats le 28 avril, en réponse aux attaques lancées contre la démocratie, les droits des syndicats et des travailleurs par le gouvernement illégitime de Michel Temer. Une grève générale, la première en 20 ans, montre clairement la force de l'opposition de la classe ouvrière à la marche arrière effectuée par le gouvernement.

D'après le Central Única dos Trabalhadores (CUT – syndicat central des travailleurs du Brésil), il s'agit de la grève générale la plus suivie dans l'histoire du pays puisqu'elle a rassemblé quelques 35 millions de personnes. Les employés des secteurs privés et publics, les mouvements sociaux, les étudiants et professionnels libéraux ont uni leurs forces pour organiser des manifestations dans les rues à travers tout le Brésil et ainsi montrer qu'ils rejettent les réformes sur le travail et les retraites, en plus de la loi sur l'externalisation. La grève touche les transports publics, les banques, les commerces, les écoles privées et publiques, entre autres secteurs.

Cette grève générale fait suite à toute une série de manifestations organisées par les syndicats et mouvements sociaux brésiliens à travers tout le pays. À l'occasion de la Journée internationale de la femme le 8 mars, des manifestations massives ont eu lieu pour célébrer cette journée et exiger le départ de Michel Temer. Puis le 15 mars, plusieurs secteurs ont entamé une grève pour protester contre la réforme du système des retraites. Des centaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues des principales villes. Deux semaines après ces manifestations massives, le 31 mars exactement, [des milliers de personnes sont redescendues dans la rue en préparation de la grève générale](#), pour dire leur mécontentement face aux mesures prises par le gouvernement du président Temer. Les principaux chevaux de bataille ont été le rejet des réformes du régime social et du travail et le projet de loi autorisant une externalisation sans distinction, sous les cris des manifestants scandant « Temer dehors ».

Malgré les messages sans équivoques envoyés par le peuple, la loi sur l'externalisation a été approuvée par le Congrès national, puis adoptée par le Président.

Brésil : Joao Doria, homme d'affaires multimillionnaire et maire de Sao Paulo, annonce qu'il va lancer [un programme de privatisation de \\$2,26 milliards cette année](#), dans le but de vendre des biens publics à des entreprises du Moyen-Orient et de Chine. « M. Doria, membre du parti Socio-démocrate brésilien proche du milieu des affaires, a remporté les élections municipales d'octobre en battant le maire sortant, de gauche, issu du Parti des travailleurs, qui est opposé à ce plan de

privatisation. M. Doria a indiqué qu'il entendait créer un Fonds de développement municipal avec les sommes ainsi récoltées, afin de les investir dans la santé, l'éducation, le logement et d'autres services. **Il serait question que la privatisation et les concessions soient exposées en détails lors du conseil municipal ce mois-ci**, dans lequel M. Doria détient la majorité. »

Brésil : Le Ministre des sciences, de la technologie, de l'innovation et des communications a indiqué que les services postaux brésiliens allaient devoir subir des coupes « extrêmes » [ou bien affronter la privatisation](#).

Canada : Le syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (OPSEU) lance sa **campagne populaire** intitulée « [We Own It](#) » **afin de contribuer à protéger nos communautés de la privatisation**. « Privatiser signifie donner à des entreprises privées le contrôle sur les services publics (comme les transports ou les examens médicaux) et les biens publics (comme les hôpitaux et les usines de traitement des eaux). La vente d'Hydro One est un exemple parmi d'autres de la façon dont le gouvernement de l'Ontario privatise de plus en plus de services publics. [Que signifie la privatisation pour les résidents de l'Ontario ? Des coûts plus élevés et un service dégradé](#). Les services et biens publics tels que les autoroutes, les laboratoires hospitaliers et les compagnies de l'eau sont vendues afin que les entreprises privées génèrent des profits plutôt que de servir nos communautés. Il existe pourtant une meilleure option : celle du service public. Option à laquelle souscrivent de plus en plus de personnes dans les communautés de l'Ontario. »

Canada : L'accès aux soins pour les seniors s'est dégradé depuis 2001. « Au cours de cette période, [les politiques provinciales au conduit à la privatisation des soins apportés aux seniors](#). Les établissements de soin et d'hébergement gérés par les autorités publiques et les organisations non lucratives ont en particulier décliné tandis que le nombre de lits augmente rapidement dans le secteur privé. **Pourtant les études ont démontré que la privatisation n'a pas permis d'augmenter l'accès aux hébergements à long terme et que l'hébergement proposé par les établissements privés est généralement de qualité inférieure aux soins délivrés dans les établissements publics ou à but non lucratif.** » Le gouvernement a été plébiscité pour avoir annoncé une augmentation de 500 millions de \$ des fonds destinés aux seniors sur quatre ans, « mais, au mieux, ceci portera l'offre de soins aux seniors au niveau minimum fixé par la province. »

États-Unis : Les responsables syndicaux et défenseurs de l'éducation ont unis leurs forces le 21 avril devant la banque mondiale afin de protester contre le soutien qu'elle continue d'apporter aux établissements d'enseignement privé et en particulier des Bridge International Academies. Dans [une lettre commune adressée à Jim Yong Kim](#), président de la Banque mondiale, les responsables de plusieurs syndicats d'enseignants à travers le monde et de fédérations internationales ont appelé la Banque mondiale à cesser immédiatement d'apporter son soutien à des écoles privées à bas prix telles que Bridge International Academies.

« **L'accès à l'éducation est un droit fondamental humain** et ne doit pas dépendre de la capacité des familles à payer. En soutenant le développement d'écoles privées à bas prix et d'autres initiatives compétitives, la Banque mondiale ne fait rien d'autre que d'empêcher les enfants les plus vulnérables au monde d'espérer accéder à une éducation de qualité. Nous sommes convaincus qu'une [éducation publique de qualité doit être reconnue comme un bien public et que fournir l'éducation est la responsabilité première des gouvernements et non des sociétés et des entrepreneurs.](#) »

États-Unis : Le [principal enjeu à venir dans les investissements en matière d'infrastructures américaines tient aux partenariats public-privé](#). Bien que les sociétés privées jouent un rôle majeur depuis longtemps dans la conception et la réalisation de projets publics, les responsables fédéraux et des États ont tendance à considérer de plus en plus le secteur privé comme la manne capable de faire sortir de terre les autoroutes, les ponts et les moyens de transport qui manquent. Les partenariats public-privé peuvent effectivement fournir l'argent que des politiciens craintifs sont incapables d'aller chercher dans les poches de leurs électeurs hostiles aux impôts. Mais ces PPP, comme on les appelle dans le secteur des infrastructures, sont plus complexes que ne le croient les gens qui veulent juste savoir où ils vont. Dans un nouveau rapport de l'Institut américain des politiques économiques (EPI), « [No Free Bridge](#) », le chercheur Hunter Blair explique pourquoi ces partenariats sont bien loin de représenter la solution idéale aux difficultés que rencontrent les États-Unis en matière d'infrastructures. « L'idée que les PPP permettent de construire gratuitement des infrastructures repose sur une illusion économique » a indiqué M. Blair.

États-Unis : North Miami Beach, en Floride, [fait un pas de plus vers la privatisation de sa distribution d'eau alors que flotte dans l'air de la ville un parfum de corruption](#). « Au début de la réunion de North Miami Beach hier soir, consacrée à un **plan de privatisation de son système de distribution d'eau**, la gestionnaire municipale Ana Garcia a demandé aux résidents de faire confiance à la municipalité en tenant compte du bilan de la commission. Appel surprenant si l'on considère que le maire George Vallejo est sous le coup d'une enquête pénale du Comté de Miami-Dade d'une part et que le FBI et le service de lutte contre la corruption dans le domaine public ont lancé des investigations au sujet des négociations concernant la distribution de l'eau. **Malgré tous ces voyants rouges, les membres de la commission ont voté à 4 contre 2 pour la poursuite du plan après une réunion houleuse qui a duré près de trois heures. L'enquête du FBI, qu'a confirmée le City Attorney Jose Smith au New Times la semaine dernière, n'a même pas été évoquée.** »

États-Unis : Le projet que nourrit Trump de placer son gendre, qui n'a aucune expérience gouvernementale, à la tête de la réorganisation de l'énorme gouvernement fédéral, fait naître de nombreuses inquiétudes. Jeremy Mohler du centre *In the Public Interest* [écrit](#), « le mouvement remonte à la commission sur la privatisation instaurée par Ronald Reagan en 1987, qui recommandait de privatiser les prisons, les services postaux et bien d'autres fonctions gouvernementales. » L'éminent avocat Ron Klain [écrit](#) qu'il s'agit d'un leurre : « il y a toutes les raisons de croire que l'Office of American Innovation **s'apprête à tout faire pour supprimer les règles de protection du consommateur, de la sécurité, de la santé et de l'environnement au nom de l'efficacité gouvernementale.** » Elizabeth Spiers, qui a travaillé pour Kushner, [précise](#) «qu'il n'est pas fait pour ce job,» mentionnant au passage sa **mentalité d'agent immobilier et les zones d'ombre autour de l'innovation commerciale.** [Marilyn Park](#), représentante parlementaire pour les questions concernant les vétérans pour l'**American Federation of Government Employees (Fédération américaine des employés gouvernementaux)**, a déclaré « je suis très inquiète et redoute que ces efforts de 'refonte' cachent en réalité une volonté de démanteler l'Association des vétérans. »

Mexique : Les participants à un meeting du [Front féministe national](#) à Querétaro ont créé une force politique dont l'objectif est de défendre les droits des femmes. « Ils ont indiqué que leur but était de bâtir une société démocratique, rassembleuse et équitable, [contre] l'existence d'un système patriarcal qui aboutit à la domination et à l'exploitation des femmes et qui se manifeste par la violence, la spoliation et la **privatisation des biens.** »

Mexique : Le chef de gouvernement de la ville de Mexico [rejette la privatisation des services de nettoyage](#) et promet une augmentation de 30 % pour les travailleurs de ce secteur, ainsi qu'une amélioration de leur équipement et de leurs véhicules professionnels.

Mexique : Des activistes de San Andrés Cholula (Puebla) dénoncent le gouvernement local qui [réprime les opposants à la privatisation de la compagnie des eaux](#). Les membres de ce mouvement ont distribué des flyers pour inviter les citoyens à une réunion d'information, qui s'est tenue le 6 avril, **pour lutter contre la privatisation de l'eau**. Dans la rue, des policiers municipaux en uniforme leur ont demandé d'arrêter car ils n'avaient pas l'autorisation de faire du bruit. Quelques minutes plus tard, huit fourgons de police et de nombreux officiers de police étaient sur les lieux car les riverains s'étaient plaints de tapage. Les citoyens leur ont répondu en brandissant la liberté d'expression.

Mexique : Le service de l'assainissement du gouvernement de Zapopan a son troisième directeur en moins d'un an. Les travailleurs demandent sa démission depuis la fin de l'année dernière. Le [syndicat pluriel des travailleurs du Zapopan](#) « exige de meilleures conditions de travail parce qu'il recense plus de 30 camions cassés, que les employés doivent doubler les rotations [et] qu'ils constatent des différences dans les augmentations de salaire et les itinéraires de distribution. » **Des rumeurs circulent sur une éventuelle privatisation du service de collecte.**

Europe

Belgique : « Un record. La Wallonie n'avait jamais envoyé autant de représentants politiques — [108 bourgmestres, conseillers municipaux, présidents d'associations intercommunales](#) — au MIPIM à Cannes, le grand salon des professionnels de l'immobilier. » L'objectif ? **Essayer de décrocher des « partenariats public-privé »** dans un contexte où les finances publiques se raréfient. Mais « le modèle PPP n'est pas sans risque. Il peut être difficile, pour les villes en quête de grands projets, de résister à la pression exercée par les vastes groupes immobiliers. (...) Ne nous laissons pas tromper :

les projets immobiliers les plus rentables peuvent priver les gens d'espaces publics, de parcs, de monuments historiques, de friches industrielles et d'autres projets à valeur ajoutée, qu'elle soit sociale ou environnementale. »

Chypre : L'auditeur général trouve que [l'accord de privatisation/concession conclu en début d'année pour le port de Limassol recèle des problèmes majeurs](#). Cet accord n'a **pas été validé officiellement**, ni présenté au bureau de l'avocat général pour délibération ou consultation. « Les ouvriers du port de Limassol ont décidé, mercredi, d'attendre 30 jours supplémentaires pour essayer de trouver une issue au conflit avec le transporteur général sur la question de la répartition du travail sur les docks. »

Fédération de Bosnie-Herzégovine : **Le plan de privatisation de la Compagnie d'assurance Sarajevo a divisé les partis de la coalition et a été dénoncé par le SDP, le parti d'opposition.** « Le SDB a demandé au gouvernement de la fédération d'annuler sa décision et de présenter les chiffres exacts sur la situation financière et économique de la compagnie, via l'agence de privatisation, **au syndicat de la compagnie d'assurance Sarajevo**. Si cela n'est pas respecté, le SBB indique qu'il exigera un remplacement du Premier Ministre de la Fédération, Fadil Novalic. » [BBC Monitoring European, 3 avril 2017 (rapport cité par la télévision publique de Bosnie-Herzégovine)].

Finlande : Bengt Holmstrom, lauréat finlandais du prix Nobel d'économie en 2016, [défend le rôle du secteur public](#). « **La privatisation est une source de polarisation dans la politique finlandaise, en particulier sous le gouvernement actuel.** Homstrom précise que les missions qu'assure habituellement l'état sont justement celles que le secteur privé ne peut pas prendre en charge. 'Il n'est donc **pas judicieux de calquer sur les services publics les pratiques du secteur privé. C'est une grossière erreur**' a-t-il ajouté. »

France Les travailleurs de la centrale nucléaire de Civeaux [font grève](#) sur un certain nombre de questions, notamment par **opposition à la privatisation de barrages à L'Isle-Jourdain et Chatelleraut.**

France : [Les donateurs de sang de Saint-Hippolyte sont récompensés pour avoir repoussé la privatisation](#). « Raymond Tournier, vice-président de l'association départementale, a mis en garde, indiquant qu'il était nécessaire de rester vigilant si on ne voulait pas voir les dons de sang privatisés, comme cela a été fait aux États-Unis : **Ces dons doivent rester bénévoles pour ne pas ouvrir la voie à un commerce.** »

Grèce : *La Economist Intelligence Unit soutient la répression gouvernementale face à la résistance à la privatisation.* « Le gouvernement a déjà fait face à de vastes grèves organisées par les syndicats qui protestent contre la **privatisation et les plans de réforme budgétaire et pourrait devoir affronter des manifestations plus massives encore.** Les entreprises opérant en Grèce devraient suivre les propositions de réforme faites par le gouvernement et les syndicats suivre les réactions à celles-ci. » [“Greece risk: Labour market risk,” *Economist Intelligence Unit—Risk Briefing*, 3 avril 2017]

Irlande : [Suite à la grève sauvage, le ministre des transports Shane Ross nie la volonté de privatisation de Bus Éireann.](#) « Auparavant, Mick Barry, du parti Solidarity TD, avait déclaré : « On ne peut montrer la voie que si vous annoncez que la subvention pour des transports publics convenables va augmenter. Et le ministre Leo Varadkar a indiqué que nous allions dédommager Bus Éireann pour les pass de transport gratuit. **'Sinon, il s'agit d'un agenda de privatisation à bas prix, d'un nivellement par le bas.'** M. Barry a précisé que le message adressé au ministre par le peuple était de résoudre le conflit et de financer les transports publics. »

Italie : [Le train des privatisations du PD ralentit à mesure que les élections approchent.](#) « Elles sont impopulaires auprès des syndicats et des politiciens qui considèrent les entreprises publiques comme une source d'emplois et de faveurs à distribuer » a indiqué Stefano Micossi, professeur d'économie et directeur général d'Assonime. « On constate une **résistance énorme du PD mais aussi au sein du gouvernement.** » Reuters rapporte que « La Poste, dont la direction a été changée par le Trésor ce mois-ci, a **refusé de faire tout commentaire pour dire si la privatisation allait se poursuivre cette année.** Les chemins de fer sont supposés mettre à part l'activité liée aux trains longue distance et à grande vitesse en juillet, dans l'idée de les vendre d'ici la fin de l'année, mais les **conseillers pour la scission n'ont toujours pas été désignés.** »

Malte : [Les étudiants en médecine manifestent contre la privatisation de la santé publique.](#) « **Patients not Profit** » a organisé une manifestation à la Valette cet après-midi pour protester contre le vent de privatisation qui souffle sur le système de santé de maltais. Ce groupe indique que leur mouvement est destiné à faire prendre conscience de l'utilisation réelle de l'argent versé par les contribuables. Matthew Drake, étudiant en cinquième année de médecine, appelle à la transparence, notamment quand il est question de problématiques liées à la santé. 'Les services de santé doivent accorder la priorité aux patients et non aux profits', a déclaré M. Drake, ajoutant que 'le **développement des services de santé maltais n'aurait pas dû être accéléré en louant trois hôpitaux à une entreprise commerciale.**' Vitals Global Healthcare a ainsi repris l'hôpital général de Gozo, l'hôpital St Luke et le centre de rééducation Karin Grech.”

Portugal : Reuters rédige un article sur ce qu'il considère comme [les réussites de l'alliance gouvernementale du Portugal.](#) « L'année dernière, le gouvernement avait déjà augmenté le salaire mensuel minimum, le faisant passer de 505 euros à 530 euros (\$570). Il continuera à augmenter jusqu'à atteindre 600 euros en 2016, soit le terme du mandat du gouvernement en place. **Les salaires et pensions de la fonction publique augmentent également par paliers, tandis que l'alliance ralentit le train des privatisations engagé par le gouvernement précédent de centre droit.** L'alliance est parvenue à réduire le déficit malgré cette générosité. »

Royaume-Uni : Le *New York Times* [se demande](#) pourquoi les trains britanniques n'arrivent pas à l'heure et apporte une réponse : « le capitalisme ». Un peu de contexte : « À l'aube de la grande externalisation des années 1990, **M. Major avançait que la privatisation des chemins de fer allait offrir un service meilleur, moins coûteux et plus efficace aux habitants de banlieue.** Réitérer cette promesse aujourd'hui aux passagers de Govia entassés dans les wagons provoquerait au mieux des rires jaunes. La satisfaction des passagers de Southern a plongé à 21 % cette année, avec près de la moitié des personnes interrogées qui témoignent d'un retard au cours de leur dernier trajet. Comment en sommes-nous arrivés là ? Pas avec un train de la Southern manifestement : le nom de la compagnie est quasiment devenu synonyme de surpeuplement, de retard et de sous-dotation en personnel. En introduisant la concurrence, la privatisation était censée rendre les voyages en train plus abordables.

Royaume-Uni : L'éditorialiste Tim Murgatroyd a écrit au sujet de « [la mystérieuse disparition des services \[publics\].](#) » Il précise que « d'autres enlèvements curieux ont eu lieu ces derniers temps à York. Il semble par exemple extrêmement compliqué de trouver une poubelle pour votre emballage de sandwich ou votre gobelet de café dans le centre-ville. Ce problème semble mineur. Mais il me semble qu'il s'agit plutôt d'un présage annonçant l'arrivée de réduction des dépenses publiques dans notre période rongée par l'austérité. Vous pouvez en voir des signes partout en vous donnant la peine. Les officiers de police semblent par exemple avoir été largement remplacés par des 'street rangers' dans le centre-ville. Mon intention n'est pas de dénigrer ces individus, le plus souvent jeunes, qui patrouillent de Piccadilly à Parliament Street. C'est juste que je préférerais voir des officiers de police fiables et bien entraînés protéger ma ville. »

Royaume-Uni : Les employés de l'hôpital du East Kent menacent de faire grève contre l'externalisation par le NHS. « Le GMB accuse le sous-traitant de créer un système à deux vitesses en ne proposant pas les mêmes salaires et conditions qu'aux employés qui travaillent directement pour le groupe hospitalier. Actuellement, le groupe externalise les services de transport des malades, services à domicile et la restauration à Serco, que le syndicat voudrait voir réintégrés. **Gary Palmer, le coordinateur régional des campagnes pour le NHS du GMB,** interpelle directement le PDG du groupe, Matthew Kershaw. 'Il est clair que nous n'accepterons pas la privatisation du NHS sous quelque forme que ce soit et que nous ferons campagne pour voir tous ces services réintégrés en interne, là où est leur place', a indiqué M. Palmer. » [*Kentish Gazette*, 6 avril 2017]

Royaume-Uni : Le Service des poursuites de la Couronne (CPS) a annoncé qu'il allait **engager des poursuites pénales contre deux entreprises commerciales qui gèrent un centre de détention pour immigrés.** « [Prince Fosu, un ressortissant ghanéen, est mort subitement au centre pour immigrés de Harmondsworth](#) à l'ouest de Londres, le matin du 30 octobre 2012. Cet homme de 31 ans a été découvert par le personnel, gisant sur le sol en béton de sa cellule. Le Services des poursuites de la Couronne a indiqué mardi qu'il avait décidé d'engager des poursuites contre **GEO Group UK Ltd.**, qui gérait le centre de Harmondsworth à l'époque, et **Nestor Primecare Services Ltd.**, qui assurait des prestations de santé au centre sous contrat avec GEO. Tous deux sont accusés d'avoir enfreint la partie 3 du Health and Safety at Work Act de 1974 (loi de 1974 sur la santé et la sécurité au travail). Une infraction est commise à cette partie lorsqu'un employeur manque à

sa mission qui consiste à prendre raisonnablement soin de la santé et de la sécurité de quelqu'un relevant de ses fonctions' a indiqué le CPS. »

Royaume-Uni : Les employés de la librairie de Bromley, syndiqués à UNITE, se mettent en grève contre la privatisation. « Le conseil a annoncé qu'il prendrait une décision sur l'avenir de la librairie en mai. Le point de vue d'Unite, c'est que [les librairies existent pour le bien du public et ne doivent pas être considérées comme une source intéressante de profit pour le secteur privé.](#) »

Royaume-Uni : Les préoccupations liées à la sécurité s'amoncellent au regard du [plan du gouvernement qui prévoit d'externaliser les postes de gardes de la sécurité de la base navale de Devonport et des chantiers navals.](#) « **Unite, le plus grand syndicat du pays, est allé jusqu'à mettre l'opinion en garde sur le fait que les forces de sécurité des supermarchés allaient finir par protéger le site** — mettant en danger la vie des personnels de service, de leurs familles et des ouvriers et des chantiers navals. »

[L'Internationale des Services Publics](#) est une fédération syndicale internationale qui rassemble plus de 20 millions de travailleuses et travailleurs, qui fournissent des services publics essentiels dans 150 pays. L'ISP défend les droits humains, s'engage pour la justice sociale et l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP collabore avec les Nations Unies et tisse des partenariats avec les organisations de travailleurs, la société civile et d'autres organismes.